

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Mali : en finir avec l'ingérence française**

## **Mali : en finir avec l'ingérence française**

samedi 23 février 2013, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2013).

**De multiples voix maliennes commencent à s'élever contre la politique de la France, notamment à l'égard du MNLA et à sa volonté de remplacer la MISMA par une force de l'ONU.**

L'ingérence de la France dans la crise malienne a commencé dès le début. L'idée, pour la diplomatie conduite alors par Juppé, était d'empêcher qu'il y ait une réponse malienne à la crise et d'éviter une dynamique qui échappe au contrôle de la France (qui agit par délégation des autres pays occidentaux).

L'intervention militaire s'est produite dans ce cadre-là, et bien évidemment le règlement politique se fera sous le contrôle de Paris.

### **Stabiliser la région... au service des profits**

Ceux qui croyaient que la France se contenterait seulement de jouer un rôle strictement militaire et laisserait le soin aux Maliens eux-mêmes de trouver leurs solutions politiques à la crise risquent d'être fort déçus.

L'agenda de Paris est clair. Il s'agit de stabiliser la région du Sahel afin que les multinationales, notamment françaises, puissent continuer tranquillement leurs affaires et particulièrement Areva, avec l'exploitation des mines d'uranium au Niger qui sont stratégiques dans le ravitaillement énergétique de la France. Pour atteindre cet objectif, le Quai d'Orsay tente de remettre le clan de l'ancien régime en selle, et de donner des gages au MNLA.

L'autre illusion est de croire que le dialogue politique au Mali, mentionné dans le discours de François Hollande à Bamako, va devenir une réalité. D'autant que l'état d'urgence est toujours maintenu sur l'ensemble du pays, y compris au sud où vivent les quatre cinquièmes de la population, avec l'impossibilité pour les forces progressistes d'avoir accès aux médias.

Dans le même temps, une campagne de presse est lancée par la hiérarchie militaire française visant à présenter la gauche radicale comme complice des djihadistes. Pour les galonnés français, au Mali il y a deux ennemis : au nord, les narco-djihadistes, et au sud les mao-progressistes.

### **Solidarité avec le peuple malien**

Le dialogue politique va simplement entériner un rapport de forces entre le clan de l'ancien régime et la direction du MNLA. En d'autres termes on prend les mêmes et on recommence.

Sur le terrain, ce que l'on craignait commence hélas à se produire. L'évitement par les djihadistes d'une guerre leur permet de mener la politique du pire, en organisant des attentats en pleine ville qui ne font qu'aviver les tensions entre les différentes communautés. Tensions qui peuvent rapidement dégénérer en événements dramatiques. L'occupation militaire du pays risque de se

pérenniser. Signe qui ne trompe pas, l'armée française est en train de construire un centre opérationnel de l'opération Serval, un centre fait pour durer.

Ce qui confère ici en France la nécessité d'une structure permanente de solidarité avec le peuple malien. A cet effet, l'initiative qui a été prise jeudi 14 février à la Bourse de travail de Paris (par Sortir du Colonialisme, Survie, l'AFASPA, l'Union des populations du Cameroun et la Maison de l'Afrique), d'organiser un forum débat où les associations et partis maliens et français ont pu exprimer leur analyse, est un bon début pour lancer une telle structure, afin d'obtenir la fin de l'ingérence de la France au Mali.

**Paul Martial**

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 183 (21/02/13).